

II.

Le travail de dissolution et de reconstruction des anciens partis, qui avait déjà commencé à se faire en dehors du Parlement-uni, se continua rapidement après la convocation. Toutes les opinions, tous les préjugés se modifièrent, et finirent par se résumer dans ce qui en constituait le fonds et comme l'essence; il se forma deux camps, l'un qui voulait restreindre la liberté dans l'application du nouveau gouvernement, l'autre qui voulait l'étendre aussi loin que possible.

Le premier se recruta des tories du *Family Compact* haut-canadien et de l'oligarchie du Bas-Canada; le second vit accourir autour de ses chefs la phalange française du Bas-Canada et le petit groupe de réformistes du Haut-Canada.

La lutte allait donc s'ouvrir non plus sur le terrain brûlant des nationalités, ou au nom de misérables et mesquines ambitions, mais sur la question des principes qui devaient servir d'assises au nouveau régime. On comprend tout ce que gagnaient les Canadiens à voir la lutte ainsi transformée.

"Si le Gouvernement ne peut contrôler assez la majorité de cette assemblée, qu'il paraisse évident qu'il ne possède pas la confiance de la Chambre, résignera-t-il?"—telle fut la question faite trois jours après l'ouverture du Parlement au Ministère, par M. Baldwin, qui avait résigné son portefeuille sous prétexte que les Canadiens n'étaient pas assez représentés dans le Conseil Exécutif. Les ministres, qui ne se souciaient aucunement de donner une réponse catégorique, essayèrent mille moyens de tourner la difficulté. A tout bout de champ on la leur posait devant les yeux; à la fin, harassés et intimidés par les clameurs d'impatience qui portaient de tous les bancs, ils s'écrièrent: "Certainement!"

Tant de mauvaise foi et d'hésitation dans une Chambre nouvelle et à propos de ses principes mêmes constitutifs éclairèrent tout le monde sur les intentions de Lord Sydenham; et ceux qui avaient à cœur de sauver la liberté, qui surnageait à peine d'un récent naufrage, purent dès lors se faire une idée des difficultés qu'il y aurait à vaincre. Ils ne balancèrent pas, et, instruits par l'expérience de la Nouvelle-Ecosse, MM. D. B. Viger et Baldwin énumérèrent dans six résolutions restées célèbres, les principes du gouvernement responsable. M. Harrison en proposa quatre autres en amendement, qui allaient à dire la même chose et qui furent adoptées. Ces résolutions, basées sur la dépêche de Lord John Russell, tracèrent à jamais la nature du gouvernement en voie de formation.